

Interview de François Mitterrand sur la crise du Système monétaire européen (Latche, 16 août 1993)

Légende: Le 16 août 1993, dans une interview accordée au quotidien régional "Sud-Ouest", François Mitterrand, président de la République française, analyse la crise du Système monétaire européen (SME) et insiste sur l'action du couple franco-allemand en faveur de la construction européenne.

Source: Interview accordée par le Président de la République au journal "Sud-Ouest" (Latche, 16 août 1993). [EN LIGNE]. [Paris]: Ministère des Affaires étrangères de la République française, [08.09.2005]. Disponible sur <http://www.doc.diplomatie.gouv.fr/BASIS/epic/www/doc/DDW?M=51&K=988823553&W=TEXTE+PH+IS+%27system%E8me+mon%E9taire+europ%E9en+%27+ORDER+BY+DATE/Descend>.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_francois_mitterrand_sur_la_crise_du_systeme_monetaire_europeen_latche_16_aout_1993-fr-ed2bd23-f70b-4e2a-9b57-7ea86137b8f6.html

Date de dernière mise à jour: 20/12/2013

Interview accordée par le Président de la République au journal "Sud-Ouest" (Latche, 16 août 1993)

SME - crise monétaire - spéculation

Q - Monsieur le Président, le système monétaire européen vient de connaître sa crise la plus grave. Comment l'analysez-vous aujourd'hui ?

R - La crise économique mine depuis longtemps le monde occidental et s'est aggravée avant que la Communauté n'ait mis en place les structures monétaires capables de résister à la spéculation. Le gouvernement de Pierre Bérégovoy avait connu, l'an dernier, deux puissantes vagues spéculatives qu'il avait colmatées avec le concours de l'Allemagne en refusant déjà, toute dévaluation.

Mais la fragilité du système monétaire n'avait pas cessé pour autant. Si le franc a tenu, la plupart des autres monnaies ont craqué. Nous venons de subir la troisième offensive. On connaît la suite. Plutôt que de tirer de cette situation la leçon que le système est inutile ou dangereux, je pense, à l'inverse qu'il conviendrait de l'affermir. Ce n'est pas le franc que la spéculation veut abattre, mais le système européen lui-même.

Q - Est-ce qu'après coup, il ne vous arrive pas de vous dire que si vous aviez, avec l'Allemagne par exemple, créé sans attendre un embryon de monnaie unique, au lendemain du référendum, ça n'aurait pas été une bonne chose ?

R - La monnaie unique, c'est ce à quoi l'on tend. Mais le traité de Maastricht a fixé des échéances qui ne permettaient pas de faire n'importe quoi. Au moment du référendum français du 20 septembre dernier, la ratification du traité n'était pas acquise dans plusieurs autres Etats membres. Le traité n'existait donc que sur le papier. Maintenant que la phase des ratifications se termine, on pourra aller de l'avant.

Q - Le Premier ministre, à Chamonix, a évoqué la possibilité d'une initiative française contre les effets pervers de la spéculation.

R - Je trouve insensé et immoral que la spéculation, procédant à coups de milliards de dollars, puisse obtenir raison contre les Etats qui, eux, représentent les intérêts de leurs peuples, c'est-à-dire de dizaines et de dizaines de millions de gens dont la vie quotidienne en est bouleversée et qui n'en peuvent mais. C'est un défi à la démocratie. Il faut que les Etats se concertent. Je ne compte pas sur je ne sais quelle forme de répression pour y mettre en terme. La vérité est qu'il n'y aura pas de convergence monétaire durable sans une meilleure convergence économique. Que les partisans de l'Europe le comprennent ! Plus d'Europe, une monnaie unique et la volonté politique que cela suppose, et l'on parviendra à maîtriser les conspirations de l'argent.

Q - Etes-vous satisfait de la façon dont la crise monétaire a été traitée par le gouvernement ?

R - Cette crise a été suivie sans désespérer par le Premier ministre et par moi-même et nous n'avons pas cessé de nous entretenir de l'évolution des choses. Je ne vais pas désapprouver après coup ce que j'ai approuvé sur le moment. D'autant plus que c'était la moins mauvaise des solutions.

France - Allemagne - UEM - relance de la construction européenne

Q - Les derniers propos du Chancelier Kohl ont été compris comme le signe d'un moindre empressement à la mise en place de l'Union monétaire. Qu'en pensez-vous ?

R - Je pense que l'intervention du Chancelier a été tirée dans un sens qui n'était pas le sien. C'est vrai qu'il a envisagé l'éventualité d'un retard d'un ou de deux ans dans le processus d'Union monétaire, ajoutant que ce ne serait pas une affaire terrible au regard de l'oeuvre entreprise. Je n'ai pas vu là-dedans la marque d'un moindre empressement, mais le constat d'une indéniable difficulté. L'important, comme il l'a remarqué lui-même, est de maintenir les obligations mutuelles acceptées à Maastricht et au besoin de les resserrer, de

faire plus d'Europe et pas moins. Et, si on le veut vraiment, plus vite.

Q - Aujourd'hui, quand on évoque les relations franco-allemandes, on dit facilement tout et son contraire. Comment, pour votre part, sentez-vous leur évolution ?

R - Les relations sont bonnes. Mais il ne faut pas confondre bonne entente et entente sans questions, sans problèmes. Cela n'existe pas ! Il n'y a pas de raison pour que, a priori, les intérêts de l'Allemagne se confondent avec les intérêts de la France. La volonté politique consiste à les harmoniser autant qu'il est possible. D'où d'indispensables compromis, dès lors qu'ils n'affectent pas nos intérêts vitaux. Tout le monde le sait, nous divergeons sur le GATT, sur l'ex-Yougoslavie, sur les taux d'intérêt, du moins dans l'immédiat. Mais nous en discutons et nous n'oublions pas ce qui nous unit. Je pense que le couple franco-allemand, dans son état actuel, justifie l'espérance de ceux qui l'ont conçu après la Seconde guerre mondiale. Il continuera d'être à la base des grandes initiatives européennes.

[...]